

1986, chapitre 90

**LOI CONCERNANT CERTAINES RÉTROCESSIONS  
DE DROITS DONT LE GOUVERNEMENT EST  
DEVENU TITULAIRE PAR EXPROPRIATION  
AVANT LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1976**

---

**Projet de loi 121**

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre des Transports

Présenté le 13 novembre 1986

Principe adopté le 2 décembre 1986

Adopté le 18 décembre 1986

**Sanctionné le 18 décembre 1986**

---

**Entrée en vigueur: le 18 décembre 1986**

---

**Loi modifiée:** Aucune







## CHAPITRE 90

### **Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1<sup>er</sup> avril 1976**

*[Sanctionnée le 18 décembre 1986]*

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Rétroces-  
sions vali-  
dées

**1.** Sont validées les rétrocessions qui, portant sur des droits dont le gouvernement est devenu titulaire par suite d'une expropriation survenue avant le 1<sup>er</sup> avril 1976, ont été faites à compter de cette date conformément à l'article 797 du Code de procédure civile, tel qu'il était en vigueur le 31 mars 1976.

Modalité

Ces mêmes droits, s'il n'ont pas été rétrocédés lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, pourront l'être suivant cet article. Ces rétrocessions ne sont pas soumises à l'autorisation de la Chambre de l'expropriation de la Cour provinciale.

Indemnité

**2.** Par suite d'une rétrocession visée à l'article 1, la Chambre de l'expropriation peut, sur demande, fixer ou réviser l'indemnité d'expropriation et accorder, s'il y a lieu, les dommages résultant de la rétrocession.

Entrée en  
vigueur

**3.** La présente loi entre en vigueur le 18 décembre 1986.